L'affaire Pascal Lorot de Choiseul

Le pilonnage de la revue
MONDE CHINOIS n°14
et la censure de l'article de Francis Deron
"Cimetières du maoïsme"

Les fantômes des maoïstes

L'ÉDITEUR PASCAL LOROT a fait pilonner 1 500 exemplaires de la revue *Monde chinois* avant d'en diffuser une version expurgée d'un article de Francis Deron sur les massacres de la « Révolution culturelle » et le génocide cambodgien. Son rédacteur en chef, depuis démissionnaire, René Viénet, s'indigne.

TEXTE > **RENÉ VIÉNET**
ILLUSTRATIONS > **PIERRE CHASSAGNARD**
PHOTOS > **COLLECTION PARTICULIÈRE**

Sous le pont qui demeure, le torrent des mensonges n'est jamais le même. Il fallut à Pascal Lorot de Choiseul, après avoir nié le pilonnage, expliquer, par la voix de ses avocats, pourquoi il avait pilonné. Il osa faire dire — craignant de se présenter devant le Tribunal de grande instance — que c'était pour faire disparaître l'introduction d'un article sur le trust chinois de la tomate en France, signé Pierre Gentelle, directeur de recherche au CNRS. Ou plutôt, une allusion, dans cette introduction, à un ministre de l'Enseignement supérieur lequel — piégé par un *speechwriter* maoïste attardé, puis le sténographe du Sénat — avait réclamé une « *révolution culturelle* » pour les universités françaises.

Afin d'éliminer cette seule phrase, qui ne citait même pas nommément Mme Valérie Pécresse, Pascal Lorot de Choiseul avança qu'il devait supprimer, dans un nouveau tirage du n° 14, les huit pages de l'article de Francis Deron sur les cimetières du maoïsme et deux images : l'une de Deng XiaoPing aux côtés de Pol Pot et l'autre de la tête du même Deng XiaoPing (avec celle du Président de la République Liu ShaoQi, qui mourra bientôt dans une cave) sous la massue d'un garde rouge maoïste. Mensonge estampillé par des avocats, pour les magistrats, avec une facture visant à démontrer que ce retirage amputé et expurgé avait permis de réaliser une substantielle économie. Pas de chance : le retirage en 136 pages a coûté plus cher que la première et authentique impression en 144 pages. On ne demandait pourtant pas à ce docteur en économie de compter les tibias ou les crânes.

L'article censuré a été repris, en signe de solidarité, par la revue *Commentaire* et, électroniquement, par *Mediapart*. C'est, dans un style sobre et retenu, une réflexion sur deux considérables massacres (des millions de victimes pour l'un comme l'autre) se réclamant du maoïsme, sur l'enthousiasme avec lequel initialement l'intelligentsia occidentale a accueilli ces deux séries de crimes de masse, pendant que la France, les États-Unis et la Chine étaient aux petits soins pour les Khmers maoïstes, au point de conforter plusieurs années durant leur présence à l'ONU alors que, sur le terrain, le nouveau gouvernement cambodgien soutenu par le Viêt-nam les avait mis en déroute.

Pascal Lorot de Choiseul réalise un rarissime (en France, depuis l'exécution de Joseph Darnand) acte de censure. Aucune « milice » française, aucun occupant n'a exigé ce pilonnage. C'est sans contrainte extérieure, sans crainte de représailles contre sa famille, en investissant l'argent de ses associés (qui ne protesteront pas) qu'il décide à grands frais cet attentat contre la liberté d'expression, cette atteinte au droit moral d'un auteur, ce coup de pied de l'âne sur les millions de cadavres du maoïsme en Chine et au Cambodge.

Pourtant, Pascal Lorot de Choiseul aurait dû penser que Deng XiaoPing ne lui en sera pas reconnaissant. Sait-il seulement que Deng XiaoPing est mort en 1997? Certains estiment même qu'il est mort politiquement en juin 1989, lorsqu'il a lancé les chars contre les pacifiques manifestants de la place TianAnMen. Et quand bien même serait-il vivant, ces deux photographies ne lui feraient ni chaud ni froid. Deng n'a jamais eu de complexe quand au soutien par la Chine des Khmers rouges contre le Viêt-nam.

Hiérarque éminent du maoïsme, puis victime du maoïsme (il échappe de peu à la mort, son fils est défenestré pendant qu'il est au trou), survivant du maoïsme puis ordonnateur de la condamnation à mort de Mme Mao, Deng ne cachait pas ses vieilles photos dans une boîte à chaussures. Mais Pascal Lorot de Choiseul croit que la censure contre Francis Deron va lui ouvrir des portes et, dans un premier temps, s'en goberge. Il dépense 4 000 euros pour cela — on ne le soulignera jamais assez. Quels dividendes attendait-il de cet investissement? Il lui faudra quelques jours, et un procès, pour comprendre qu'il s'est mis dans une seringue.

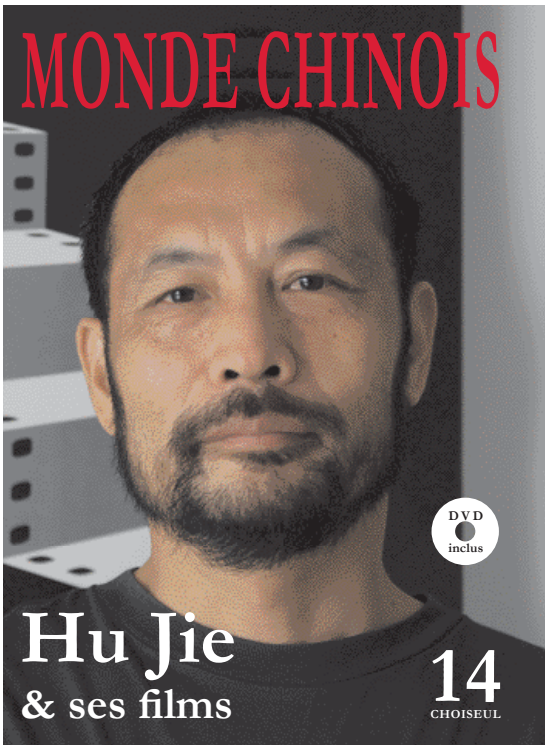
« Est-il raisonnable qu'une ministre, libérale et anticommuniste, puisse faire l'éloge de quelques millions de meurtres, de l'arrêt des cours pendant dix ans dans toute la Chine et d'épisodes d'anthropophagie? »

On doit se demander ce qui motive des comportements comme ce pilonnage, cette censure en temps de paix. C'est sans doute parce qu'on ne se penche pas assez sur les comportements comparables en temps de guerre. Mais le dérèglement de la morale que l'on peut reprocher à Pascal Lorot de Choiseul n'est pas exceptionnel. Il est de son temps : quelques semaines après le pilonnage de *Monde chinois* n° 14, l'Opéra de Paris prêtait sa scène à une représentation d'un des ballets préférés de Mère Ubu, « Le Détachement féminin rouge ». Cette chorégraphie madame-maoïste ressort en Chine de manière inquiétante car elle a peu à voir avec l'histoire initiale et les films qui en furent tirés, même si le réalisateur Xie Jin fut extrait de cinq années de goulag et forcé de valider les foucades de la balletomane épouse du Président.

Bref, en 2008, à Paris, on a vu sur la scène de l'Opéra ce dont Jean Yanne s'était déjà

moqué plus de trente années auparavant, dans son film parodique produit par Marcel Dassault, « Les Chinois à Paris ». Quelques personnalités françaises en tenue de soirée applaudirent (en 2009 !) à ce très mauvais souvenir de la révo-cul. L'une d'entre elles aurait dit : *« Qu'importe qu'un entrechat soit blanc ou noir, pourvu qu'il nous permette d'effacer le souvenir du défilé du Bicentenaire »* [le 14 juillet 1989, à Paris, lorsque la République fit défiler — devant trente-trois chefs d'État et deux millions de spectateurs — des étudiants chinois et leurs vélos, en hommage aux victimes de juin 1989]. C'est dans ces entrechats, cette perte des repères les plus élémentaires, que l'on doit apprécier le pilonnage de *Monde chinois* et la censure commise par Pascal Lorot de Choiseul. Dans les colonnes du *Figaro* et de *Libération*, on note les soupirs de Mme Valérie Pécresse sur la très relative violence du moment — redoutée plus que ressentie — dans les universités françaises. Si la ministre des Universités avait de meilleurs nègres pour ses péroraisons devant le Parlement français, elle n'aurait sans doute pas donné la *« révolution culturelle »* en modèle de ses réformes (bien insuffisantes sur la voie de l'autonomie et de la liberté des universités). Elle ne se rend vraiment pas compte de ce que serait certainement son propre sort si, pour répondre à ses vœux, le président Mao bondissait de sa chasse en cristal et lui rejouait la musique qui a ruiné la Chine et, en particulier, ses universités, de 1966 à 1976, en faisant torturer puis exécuter beaucoup d'enseignants. Et pas mal de ministres.

« Pour comprendre le maoïsme universitaire en France, une donnée essentielle est leur goût du sang, de la cruauté par procuration. »



Est-il raisonnable qu'une ministre, qui se présente comme libérale et anticommuniste, puisse ainsi faire l'éloge de quelques millions de meurtres, de l'arrêt des cours pendant dix ans dans toute la Chine, d'épisodes d'anthropophagie ; et, sur ordre et sous la torture, de l'assassinat par ses propres lycéennes de Mme Bian ZhongYun, proviseur adjoint du meilleur lycée de Pékin — entre autres infamies. Ce fut le second meurtre de la révo-cul. Arrêtons-nous quelques instants sur ce meurtre-là, exemplaire des millions qui vont suivre. Les tortures vont durer une pleine journée : étrons dans la bouche, planches cloutées assénées sur tout le corps. C'était le 5 août 1966. Treize jours plus tard, l'une des petites tueuses, sélectionnée, Song BinBin, enfilait mystiquement le brassard de la garde rouge au président Mao — qui lui suggérait de changer son prénom de BinBin (« Gentille & Modeste ») en YaoWu (« Va-t-en-guerre »). Cet épisode de BinBin, enfilant, de manière spectaculaire, son brassard plus haut que le coude au Président, a été mondialement diffusé par les télévisions, et extasia nombre de maoïstes en France. Dans l'érotologie des normaliens maoïstes, les fantasmes progressistes progressaient alors du poing au coude. Pour comprendre le maoïsme universitaire en France (chez les cathos-maos en particulier), une donnée essentielle est leur goût du sang, de la cruauté par

1500 exemplaires pilonés après diffusion à la presse de 150 exemplaires en octobre 2008.

procuration, des autodafés, vieille habitude. Dans le sous-sol du musée de Montauban, les chaînes du lit de torture épiscopal ne sont pas rouillées, et pourtant personne ne les a jamais astiquées.

L'épisode de Mao recevant un brassard de Song BinBin reste présent par la photographie dans de nombreux livres, mais sans son explication. C'est le sujet d'un bon article par XuJun Eberlein dans *Monde chinois* n° 12. C'est le sujet d'un admirable DVD de 68 minutes inséré dans *Monde chinois* n° 14 — livraison dont Pascal Lorot de Choiseul a interrompu la diffusion. Ce DVD de Hu Jie sera donc réédité, avec ses sous-titres en chinois, anglais et français, dans la couverture d'un livre qui donnera dans ces trois langues la transcription de la bande-son. Espérons que Mme Valérie Pécresse le commentera dans les colonnes du *Figaro* ou de *Libération*, et au Parlement européen, pour corriger ses allusions admiratives à la révo-cul (et ses massacres) devant le Sénat et l'Assemblée nationale. Elle pourra même l'offrir aux médiathèques des lycées, et des universités.

Heine a écrit que l'historien est un prophète qui regarde en arrière. Un historien chinois a expliqué que l'histoire est un miroir qui permet de lire l'avenir. On ne regardera jamais trop par-dessus notre épaule ce qui s'est passé en Chine sous le maoïsme, et au Cambodge sous le règne des Khmers maoïstes, pour deviner l'avenir de la Chine et des relations de l'Europe avec la Chine. La citation la plus célèbre de cet ami de Marx, *« là où on a brûlé des livres, on finit par brûler des hommes »*, a servi de sujet de dissertation dans tous les lycées d'Europe depuis que les livres de Heine ont été eux-mêmes jetés au feu par les nazis, qui vont ensuite réduire en cendres quelques millions de Juifs, de Tziganes, d'homosexuels et de démocrates. Lorsque Pascal Lorot de Choiseul déposera à l'Institut d'études politiques de Paris sa candidature à un poste d'enseignant, il faut espérer que le jury lui demandera pourquoi, en 2008, il a pilonné « Cimetières du maoïsme ». Il est à craindre que le piédouche alors ne réponde que c'est parce qu'il n'avait pas d'allumettes sur lui ce jour-là et que son imprimeur avait peur du feu. ■

FRANCIS DERON

Francis Deron collabora dès 1974 à la célèbre anthologie « Révo. cul. dans la Chine pop. » et à la réalisation du film, « Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires ! ». Par la suite, il a été le correspondant remarqué de l'*AFP* puis du *Monde* à Pékin pendant près de quinze années. Il est l'auteur de très bons livres sur la Chine et observe depuis 1975 l'histoire contemporaine du Cambodge, en particulier comme correspondant à Bangkok du *Monde* pour l'Asie du Sud-Est. Il vient de publier « Le Procès des Khmers rouges » (Gallimard, avril 2009). Son article, communiqué à *Monde chinois* dès le printemps 2008 comme compte rendu de la traduction française des « Massacres de la révolution culturelle » (Buchet-Chastel), était un essai de massacrologie comparée.

RENÉ VIÉNET

René Viénet est le fondateur de la « Bibliothèque asiatique », une collection où furent publiés tous les premiers Simon Leys dès 1971, « Révo. cul. dans la Chine pop. », etc. Il est l'auteur des films « La Dialectique peut-elle casser des briques ? », « Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires ! », « Mao par lui-même ». C'est lui qui a publié pour la première fois en Occident les dissidents chinois (Li YiZhe en 1976, puis Wei JingSheng) avant son installation en Asie en 1979. Entre-temps, il avait été exclu à deux reprises du CNRS à cause des livres et films précités sur la Chine, un pays au sujet duquel, depuis trente ans, il a livré les meilleurs diagnostics, tout en y étant un représentant industriel comblé, après de longues batailles avec la sinologie académique maophile.

Francis Deron

Cimetières du maoïsme

(Quelques rapprochements malséants en matière de massacres)

Du 28 septembre au 22 octobre 1977, le leader Khmer rouge Pol Pot (à droite) effectua, en Chine et en Corée du Nord, ce qui devait être son unique visite officielle à l'étranger en tant que chef du régime du « Kampuchéa démocratique » installé par les armes, le 17 avril 1975 au Cambodge, dans la défaite américaine. C'était la première fois que Saloth Sâr, meneur clandestin de l'insurrection communiste cambodgienne depuis les années 1960, montrait son visage au public international, depuis qu'il était devenu « Pol Pot », et avait entrepris dans son pays la plus radicale (et l'ultime) « révolution communiste » à être jamais menée dans le monde. Bilan, en trois ans et demi de pouvoir : 1,7 million de morts au moins. La Chine, réticente devant les méthodes expéditives des Khmers rouges ouvertement inspirées du maoïsme, n'en apporta pas moins son soutien plein et entier au « Kampuchéa démocratique » dans la guerre qui prenait forme entre celui-ci et le Vietnam, et qui se conclurait par la victoire du deuxième. Cette photographie officielle chinoise (probablement Xinhua) fut abondamment utilisée par la propagande vietnamienne pour démontrer la collusion entre les Khmers rouges et Pékin avec une légende précisant que Deng Xiaoping (à gauche) et Hua Guofeng (au premier plan) avaient fait un triomphe à Pol Pot dès « son arrivée à l'aéroport de Pékin le 28 septembre 1977 ». En réalité, Deng, qui venait d'être restauré dans ses fonctions au sein de la haute direction chinoise après avoir été limogé sous Mao, désormais mort, était absent ce jour-là de la cérémonie *d'accueil* pour le chef Khmer rouge (témoignage de l'auteur corroboré par ses confrères présents). Ce cliché ne peut donc que montrer la cérémonie *d'adieux* à Pol Pot, sur le même aéroport, le 22 octobre 1977, après des entretiens au cours desquels Deng tenta en vain de convaincre le Khmer rouge de temporiser avec le Vietnam, tandis que ce dernier s'efforçait avec succès de jeter de l'huile sur le feu des rapports déjà tendus entre Pékin et Hanoi. C'est donc *la toute dernière photo de Pol Pot* en chef de gouvernement en place et en fonction officielle reconnue (chassé de Phnom Penh le 7 janvier 1979, il mourra dans la jungle en 1998). Au deuxième rang entre Hua et Pol Pot se trouve Ieng Sary, vice-premier ministre en charge des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique et beau-frère du chef Khmer rouge. Ieng Sary, en voie (2008) d'être jugé à Phnom Penh par la justice internationale pour « crimes contre l'humanité », fut la cheville ouvrière par laquelle transitèrent les communications officielles et secrètes entre Pékin et les Khmers rouges avant, pendant et après leur passage au pouvoir, et par conséquent toute l'assistance diplomatique, politique et militaire, de la République populaire de Chine à l'extermination d'un tiers ou d'un quart de la population cambodgienne.

Constater que nous vivons des temps qui privilégient le quantitatif sur le qualitatif, le premier tendant à oblitérer le second, est un truisme. Le chiffre monopolise notre perception du réel. Le journaliste, chroniqueur de l'instant s'adressant à des millions d'inconnus, le sait mieux que quiconque, au moins intuitivement, qui s'attache à illustrer l'importance relative de son propos par des précisions chiffrées censées permettre au lecteur, à l'auditoire, de classer le sujet traité sur son échelle de jugement personnelle. Une nauséeuse hiérarchie s'instaure alors. Entre box-office des navets, responsables de trous financiers et auteurs de crimes en série. Hiérarchie d'autant plus perverse qu'elle n'est pas contestable d'emblée : « record battu ».

Pour autant, il est au moins un domaine où l'on souhaiterait que le quantitatif prévale : ce champ d'étude encore mal exploré qu'est le crime d'État, qui intéresse au premier chef le monde chinois, et donc *Monde chinois*. Précisément, qu'une réponse soit apportée à une question vieille de quarante ans, le bilan, en vies humaines, de la Révolution culturelle, une des très grandes monstruosités du XXe siècle. De manière intéressante, la Révolution culturelle est le seul cataclysme politique de l'après-1945 dans le monde où conjectures et extrapolations font encore la loi, et où le chercheur est condamné à des observations au cas par cas, d'où il ressort que, peu ou prou, la tourmente n'a épargné personne. Ce qui ne répond pas à la question posée.

Il nous revient en mémoire à ce sujet un drame traité en quelques lignes, dans les années 1990, par un organe de presse du régime chinois, le *Quotidien de la Justice*. De façon très factuelle, le quotidien racontait la comparution devant un tribunal pénal d'un paysan pauvre, appelons-le Li, convaincu du meurtre de sa propre fille, en âge nubile. Il se trouvait qu'un paysan du village voisin, appelons-le Wang, sensiblement moins pauvre que Li, avait fait savoir qu'il ne supportait pas le chagrin d'avoir vu son fils mourir de quelque maladie en célibataire, et était prêt à fournir une récompense confortable à la famille d'une jeune femme décédée prématurément qui accepterait de se prêter à un simulacre d'union du jeune couple défunt. Ce « mariage dans la mort » était jadis une habitude répandue dans les campagnes chinoises, destinée à épargner aux deux jeunes disparus le sort des « âmes errantes » dans l'au-delà. Fort endetté, le paysan Li n'avait fait ni une ni deux, tordu le cou de sa fille unique et s'était présenté un beau matin chez le paysan Wang en réclamant sa « prime » pour le cadavre.

Cette histoire atroce, qui n'a aucune raison objective d'avoir été un cas unique, était révélatrice d'une érosion des valeurs morales élémentaires dans une société profondément malmenée par le régime communiste. Les violences subies durant la Révolution culturelle, l'abandon subséquent du maigre filet de sécurité morale que constituaient les « valeurs communistes » et le vertige provoqué par le retour de la valeur monétaire pour seul référent social, expliquaient vraisemblablement l'acte du père assassin.

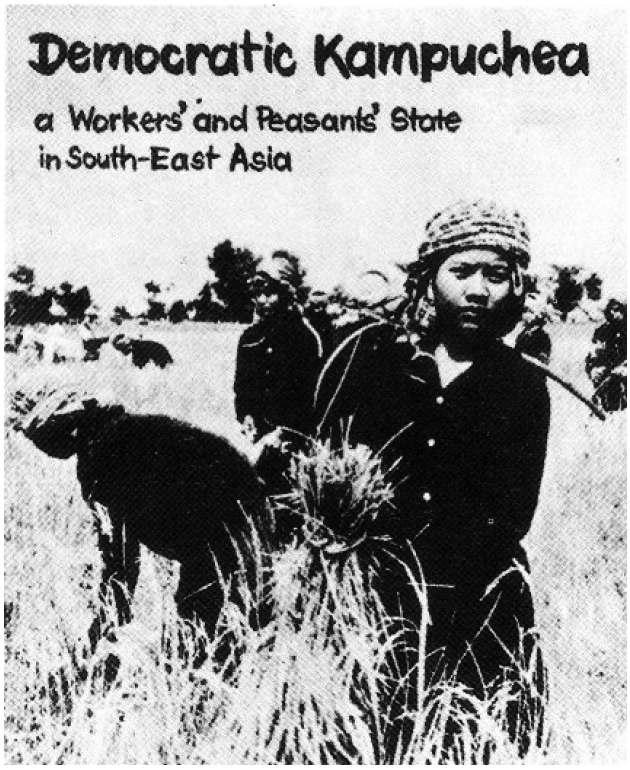
Mais qui était le véritable responsable de cet ahurissant comportement ? Celui-ci suppose une démarche plus consciente encore que les cas documentés d'anthropophagie en Chine rurale durant les périodes de famine extrême, lorsqu'une « bourse aux bébés », sous couvert d'adoptions croisées, s'instaurait *de facto* entre lointains cousins pour permettre aux affamés de se nourrir de viande de nourrisson sous couvert d'une suffisante distance familiale (il est à craindre qu'il soit moins difficile à l'homme de se satisfaire pour pitance de la chair d'un enfant humain à condition qu'il n'appartienne ni à sa propre filiation directe ni à celle d'un voisin). Ces cas d'anthropophagie à l'ère moderne ont été attestés notamment par Wei Jingsheng dans ses notes autobiographiques ainsi que lors de conversations privées rapportant les divers déclics mentaux par lesquels ce fils de brave combattant communiste de rang honorable est devenu un farouche opposant du régime de son père à la suite de la découverte de ces réalités rurales chinoises au début de la Révolution culturelle.

Le paysan Li, sans que cela excusât son acte, n'appartenait-il pas à l'immense cohorte, aux effectifs encore inconnus, des victimes directes puis indirectes du maoïsme sous sa forme la plus

poussée, qui ont subi de plein fouet l'accélération de l'horreur totalitaire à partir de 1966 ? Faut-il s'étonner qu'après avoir vu les curseurs moraux les plus élémentaires poussés en tous sens, certains aient du mal à se réadapter à leur retour vers des zones moins démentes ?

Les témoignages individuels publiés en Chine même ou parvenus en Occident sur ce que furent les années 1966-1969 ne manquent plus. Les récits à l'échelle de localités spécifiques non plus. Les troubles psychologiques individuels ou collectifs ayant résulté de la Révolution culturelle ont été sinon explorés systématiquement, du moins abordés de manière substantielle par quantité d'auteurs soit sous forme littéraire – encore qu'avec prudence – soit dans des participations à des études universitaires, statistiques, sociologiques, etc.

Cependant, un chiffre, un simple constat numérique, incontestable si ce n'est à la marge, manque : Révolution culturelle – combien de morts sur le moment à travers tout le pays ?



Brochure imprimée en République populaire de Chine, vraisemblablement fin 1975 ou début 1976, à la gloire des réalisations des Khmers rouges au Cambodge. Document retrouvé au Cambodge.

Song Yongyi, universitaire vivant aux États-Unis, avance le chiffre de « trois millions, soit 0,5 % de la population chinoise [de l'époque] ». Son étude, d'abord publiée à Hong Kong et qui vient de paraître en France, ne pourrait se permettre d'aller plus loin sans tomber dans le piège de l'extrapolation à partir de cas spécifiques. Car ce qui frappe le plus, dans ce trou noir des années 1966-1969 en Chine, quatre décennies après les faits, est son caractère de nébuleuse démesurée aux pourtours exacts totalement inexplorés, à une époque où chaque centimètre-carré de la terre est passé au peigne fin de la connaissance historique, où la technologie spatiale permet de reconstituer la vie quotidienne d'une cité engloutie par les sables voici des millénaires. « Il reste pour le moment difficile d'aller beaucoup plus loin que ce que cet ouvrage nous propose, c'est-à-dire des aperçus ponctuels de la folie meurtrière » souligne Marie Holzman dans son introduction. Cet ouvrage collectif a été réalisé par huit écrivains et chercheurs, pour moitié vivant aux États-Unis, parmi lesquels Zheng Yi, qui avait déjà publié le résultat d'une accablante enquête sur la résurgence du cannibalisme dans la province du Guangxi, où la Révolution culturelle fut particulièrement meurtrière comme en témoignent à nouveau deux textes de ce volume. « Il serait cavalier, note Holzman, de faire une généralité des exemples donnés dans ces récits » portant sur huit cas précis, bien circonscrits dans le temps ou dans l'espace, ou les deux.

Avant de nuancer ce propos, il faut tout d'abord s'entendre sur ce dont on parle exactement sous le vocable de Révolution culturelle. Il est indispensable en particulier d'en revenir à un découpage historique précis dicté par la réalité des faits sur cette période. La *wuchanjieji wenhua dageming* commença en 1966 et prit fin pour l'essentiel en 1969 si l'on considère la seule période de chaos social absolu qui en fut le caractère le plus visible. Ce qui suivit le IXe Congrès du parti communiste

chinois de 1969 ressemble plus à une période d'instabilité sociale encore grave, alimentée par les crises de palais au sommet de la hiérarchie politique et les alimentant, mais n'échappant plus totalement au contrôle des forces de l'ordre communiste hormis dans les régions les plus reculées. Le fait que le régime, tôt après la mort de Mao, ait éprouvé le besoin de désigner par le terme de Révolution culturelle la période de dix années s'étendant de 1966 au putsch interne d'octobre 1976 contre l'aile radicale emmenée par Jiang Qing, n'est qu'un subterfuge historiographique visant à se reconstituer une certaine légitimité face à l'océan d'incompréhension à son endroit dont il avait inondé le pays durant la dernière phase de la vie de son fondateur.

À ce compte là, il est falsificateur de considérer que la « normalité » a repris le dessus du jour au lendemain après le retour en grâce de Deng Xiaoping à l'été 1977 même si, en effet, dans les grandes villes, le calme prévalait pour l'essentiel dans la rue. Ce processus avait commencé avant la mort et se poursuivit sur plusieurs années après coup. À preuve, entre mille exemples, les ordres à répétition donnés par les autorités de diverses provinces, en particulier dans le sud (Guangzhou) en 1978 et 1979, pour que les civils restituent à qui de droit les armes volées à l'armée dans les années « chaudes » et conservées depuis lors dans des planques en vue d'être éventuellement réutilisées. Ces appels venaient avec une fréquence suffisante pour suggérer qu'ils étaient rarement suivis d'effet. On est encore aujourd'hui en droit de se demander quelle est l'étendue exacte de cet arsenal de l'ombre sur lequel la police n'a jamais réussi à remettre la main.

Ceci établi, il faut évidemment poser que l'extrapolation mathématique à partir d'un district, d'un village, d'une rue ou d'une province entière, à l'échelle d'un pays aussi vaste et diversifié que la Chine, est en effet impossible et friserait l'insulte aux victimes comme aux rescapés. Toute désinvolture est interdite en la matière. Mais l'expérience dicte quand même des comparaisons, ou tout au moins des *rapprochements instructifs*. Les démographes, dont la science est loin d'être exacte, fournissent des éléments d'appréciation dont la « massacrologie » serait hélas ! mal inspirée de faire l'économie si, comme nous le pensons, un effort sérieux demeure nécessaire pour comprendre les rouages profonds de la société chinoise d'aujourd'hui à partir des traumatismes de cette époque. Tant il est vrai, démontré en de multiples autres cas, qu'on n'efface pas un passé de malheur d'un simple trait de croissance économique en hyperbole comme Pékin et l'ensemble des décideurs financiers et politiques de la planète s'efforcent de le faire croire dans le cas chinois.

Premier rapprochement. En un peu plus de trois ans, entre 1975 et 1979, soit un temps comparable au « grand chaos » de la Chine, et à peine dix ans plus tard, les Khmers rouges, apprentis sorciers de la révolution à la mode chinoise, ont infligé au minuscule Cambodge – peuplé alors de huit millions d'habitants, soit une ville chinoise plus petite que Pékin à l'époque, à peine plus grosse que Canton et ses environs – une perte immédiate de population de pas moins d'un tiers, par deux moyens essentiellement : la violence d'État pure et simple dans un contexte d'esclavagisme généralisé, et la famine.

Deuxième rapprochement, directement contemporain de la Révolution culturelle. À l'échelle nationale, le général indonésien Suharto a supervisé en 1965-1967 l'élimination physique de 500 000 à un million de sympathisants gauchistes et autres civils soupçonnés de penchants subversifs à travers son archipel (avec l'acquiescement patent de Washington) au nom d'une volonté d'unité nationale absolue dans l'anti-communisme. C'est la plus meurtrière répression à l'encontre de civils de la part d'un pouvoir en Asie, hors du monde communiste, dans la deuxième moitié du XXe siècle.

Dans l'un comme dans l'autre cas, il faut souligner que les moyens mis en œuvre par l'État dans ses basses œuvres étaient assez faibles par rapport à ceux dont disposaient les diverses forces armées en présence en Chine pendant la Révolution culturelle. Au Cambodge,

Le 18 janvier 1978, Pol Pot accueille Deng Yingchao, vice-présidente de l'Assemblée nationale populaire chinoise et veuve de Zhou Enlai, à Phnom Penh pour une visite à haute visiblité diplomatique par laquelle Pékin veut montrer son appui au « Kampuchéa démocratique ». L'armée vietnamienne vient d'infliger à l'armée des Khmers rouges une première correction sur la frontière en riposte aux raids d'unités cambodgiennes contre des villages du sud du Vietnam réunifié. Photo d'origine vraisemblablement Xinhua.

les Khmers rouges avaient aboli la mécanisation de l'horreur. La plupart des victimes de mises à mort extrajudiciaires furent assassinées à l'arme blanche, le gourdin frappant le crâne du supplicié ligoté à genoux étant le plus fréquent cas de figure, comme en attestent les plus de 2 000 fosses communes retrouvées depuis à travers le pays. D'autres instruments rudimentaires furent employés, mais qui relevaient eux aussi de ce retour à l'univers rural qui caractérisa le régime de Pol Pot. On signale ainsi l'utilisation régulière de branches de palmier à sucre, aux bords finement dentelés, qui, bien maniées, peuvent avoir le même effet sur une gorge humaine que la plus acérée des lames de sabre. Il n'y a aucune raison de penser qu'un nombre important d'armes à feu aient été utilisées pour éradiquer « l'ennemi de l'intérieur ». Les combattants khmers rouges ou leurs auxiliaires civils – souvent, des enfants fanatisés auxquels les adultes étaient jetés en pâture – étaient trop dépourvus en fusils ou économes des munitions pour que cette méthode de mise à mort ait été plus qu'exceptionnelle.

Dans le cas de l'Indonésie, les moyens manquaient moins mais la nature des violences perpétrées par les représentants de l'État n'impliquait guère le recours à des sommets de sophistication. L'armée indonésienne et ses nervis se sont livrés à ce qui était essentiellement une chasse à l'homme réglée pour conclure par quelques coups de fusils ou de pistolet. La plus grande difficulté qu'ils aient rencontrée tenait au terrain de la poursuite : les forêts d'une grande densité, le déploiement nécessaire sur des milliers d'îles à une époque où la logistique (carburants, pièces mécaniques) est encore très en deçà des besoins géographiques... Ces obstacles furent surmontés par une forte détermination à « casser du communiste » de la part des agents de l'« Ordre nouveau » en cours d'implantation.

Un autre rapprochement instructif est encore fourni par l'Indonésie de Suharto. Lorsque l'ancienne colonie portugaise du Timor oriental se déclara indépendante à la suite du retrait de l'administration de Lisbonne, conséquence du renversement de la dictature de Salazar en 1975, l'invasion presque immédiate des forces de Jakarta se solda très rapidement (deux à trois ans) par l'élimination physique d'un tiers de la population alors estimée à 600 000 habitants. Ceci sur un territoire grand comme un district de Chine populaire et peuplé avec une densité de l'ordre des régions désertiques les plus reculées du territoire de la République populaire (la moitié de la population de Timor est concentrée dans la capitale Dili).

Ces quelques éléments de comparaison s'en tiennent volontairement à des crises de la même époque que la Révolution culturelle, après la grande saignée de la Seconde Guerre mondiale en Asie et hors du champ de famine généralisée qui a suivi, en Chine, le « grand bond en avant » de 1958. Ils permettent d'avancer que le chiffre de trois millions de victimes cité par Song Yongyi pour la période 1966-1969 constitue *à coup sûr* un minimum trop bas.

Durant sa visite en Chine, Pol Pot (à gauche) reçut le soutien appuyé de Deng Xiaoping pour les « succès » du « Kampuchéa démocratique » dans la constitution d'une « société sans classe » et contre le Vietnam. Photo non datée d'origine officielle chinoise, vraisemblablement Xinhua.

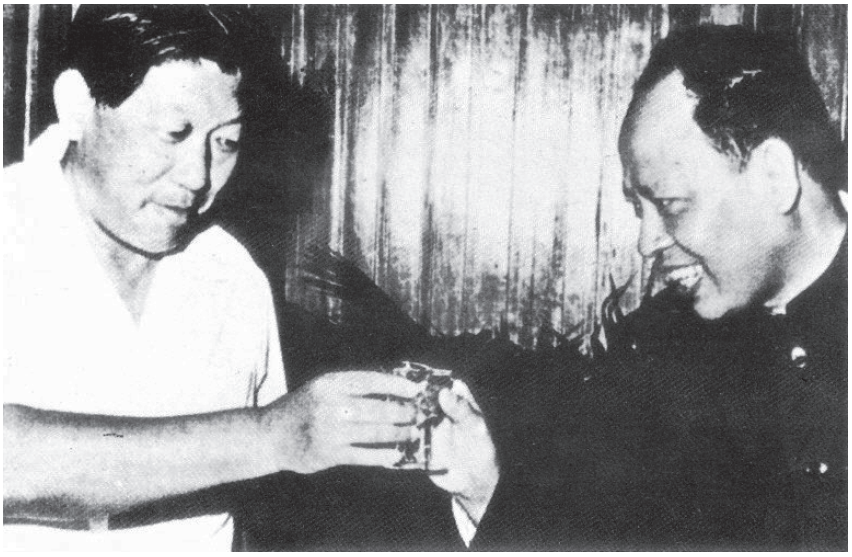
Pour plusieurs raisons. La continuité territoriale de la Chine ; la libre disposition des armes à laquelle étaient rapidement parvenus les gardes rouges en les saisissant dans les arsenaux des casernes au nom de Mao ; la facilité d'emprunt des moyens de transports – non pas immobilisés par le chaos mais mis à la disposition des « rebelles » ; l'usage quasi sans limite des traitements cruels infligés aux détenus en l'absence de toute codification ; l'exemplarité conférée à l'humiliation publique violente des victimes désignées… Autant de facteurs qui n'ont pu que favoriser une généralisation des violences, qu'elles soient commises par l'État ou ce qu'il en restait, par ceux qui s'en réclamaient de leur seule autorité ou par des groupes spontanés dont les mobiles idéologiques étaient de plus en plus confus. De nombreux cas, qu'il est effectivement impossible de projeter à l'échelle nationale dans un schéma logique, mais n'en demeurent pas moins significatifs, témoignent de l'ampleur qu'a pu prendre la tendance au « débordement ».

En outre, les travaux de Song Yongyi confirment que la violence n'a nullement été le fait d'une catégorie sociale particulière, celle des « rebelles », comme ne cesse de l'affirmer le gouvernement chinois depuis les faits en question. Elle était au contraire partagée par tous les segments d'encadrement ou de population évoqués plus haut : cadres communistes comme petits voyous au verbe haut, tous y ont eu recours. De même, les victimes des cas étudiés se « recrutent »-elles sur tout l'éventail social : aucun groupe, qu'il fût ou non dans les petits papiers de l'idéologie communiste institutionnelle, ne fut épargné.

Dans le temps, enfin, relève Song, une perception erronée sur l'étendue des violences est à revoir : « ce n'était pas […] en 1967, au plus fort des luttes entre factions, mais bien en 1968, que des violences et des massacres furent perpétrés *après la mise en place des comités révolutionnaires et au nom du nouvel appareil d'État* » (C'est nous qui soulignons). C'est-à-dire alors que le parti communiste s'efforçait de reprendre en mains la situation. Il en résulte un constat brutalement simple : « La plupart des assassins étaient des militaires et des apparatchiks du Parti [communiste chinois] ».

Un demi million à un million de sympathisants du PKI en Indonésie (alors le plus gros PC du monde à ne pas participer au pouvoir), 1,7 à 2 millions de morts au Cambodge, 200 000 morts au tout petit Timor oriental… Ceci pour ne parler que de pays voisins de la Chine, en écartant tout rapprochement délicat avec des méfaits du même ordre en Afrique ou en Amérique latine. Autant de chiffres qui permettent d'estimer à largement plus que trois millions les victimes directes de la Révolution culturelle en Chine. Cependant, l'approche prudente de Song Yongyi s'explique par un contexte général d'intimidation qui a bloqué toute tentative d'en savoir plus sur ce qui s'est réellement produit alors.

Le contexte de l'après-crise était différent dans les trois autres cas cités. Au Cambodge, la guerre khméro-vietnamienne (1978-1979), la déroute du régime de Pol Pot, un sentiment de culpabilité aux États-Unis après la guerre et la présence sur le sol américain d'une forte proportion de la diaspora khmère exilée, ont servi de stimuli à un effort de recherche qui a fourni bien plus de résultats sur le bref passage des Khmers rouges au pouvoir, que ce qui peut être encore affiché de nos jours sur une seule des provinces de Chine pour la Révolution



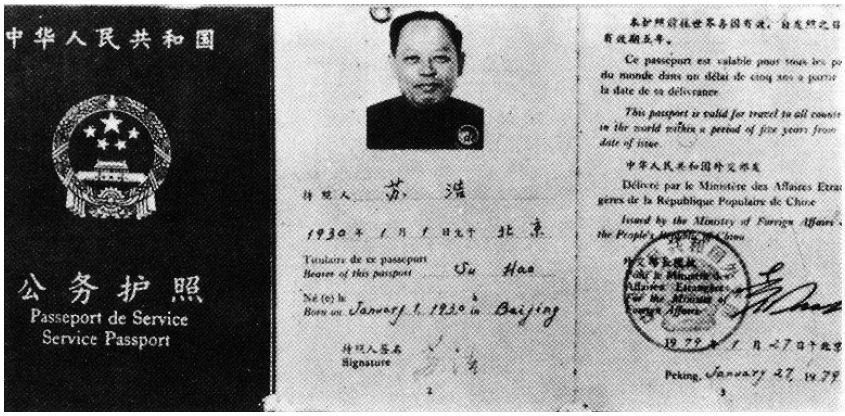
L'ambassadeur de Chine populaire au Cambodge, Sun Hao (à gauche) trinque avec Ieng Sary, beau-frère de Pol Pot et chef des Affaires étrangères du « Kampuchéa démocratique ». Photo retrouvée par l'armée vietnamienne dans les archives abandonnées par les dirigeants khmers rouges en janvier 1979 à Phnom Penh lors de leur fuite.

culturelle. Un programme de l'université Yale, avec relais sur place au Cambodge, a permis de mettre à jour et d'inventorier des dizaines de milliers de pages d'archives servant de base aux travaux des chercheurs et au Tribunal spécial Khmers rouges installé à Phnom Penh avec l'appui des Nations unies pour juger les grands responsables encore en vie.

En Indonésie, les malheurs du mouvement communiste ont reçu un écho volumineux, naturel mais salutaire, aux Pays-Bas, tardivement mais relativement suivi par le monde universitaire américain. Au Timor, l'Australie et l'Europe du Nord ont également alimenté une indignation internationale qui a fini par porter ses fruits aux Nations unies, où la cause timoraise avait pignon sur rue dans les années 1980-1990.

Pour ce qui concerne la Chine, le monde universitaire occidental dans son ensemble et à de rares exceptions près, a obtempéré à l'oukaze pékinois interdisant toute enquête sur la « révolution culturelle » dans sa dimension nationale. Les chercheurs occidentaux se sont contentés d'imiter leurs collègues chinois dans une approche limitée dans l'espace et dans le temps, se retranchant derrière l'argument selon lequel seul un accès aux archives secrètes du parti communiste permettrait une approche nationale. Et le PC, pour sa part, a fait en sorte de dissuader énergiquement toute velléité de travail en ce sens en embastillant les quelques historiens chinois qui s'y étaient hasardés dans les années 1987-1988. Song Yongyi lui-même doit à cet interdit un séjour d'un peu plus de six mois en cabane en Chine (1999-2000). Le secret d'État que constitue toujours le coût humain immédiat de l'ultra-maoisme triomphant demeure inviolé.

À cela, deux raisons évidentes. D'une part, le régime n'a nullement envie de voir accoler le nom de Mao à un simple chiffre constatant ce bilan dans des formules qui deviendraient vite des antiennes dans les livres d'histoire politique de la planète, sur le mode : « Mao, qui provoqua XX millions de morts dans les dix dernières années de sa vie... » (un nombre à deux chiffres pour les millions étant à notre sens plus probable qu'un nombre à un chiffre unique). D'autre part, une curiosité trop poussée conduirait à en finir avec un excès de simplisme sur les camps en présence. Il n'y avait pas, ou pas seulement, d'un côté les radicaux rangés du côté de Mao pour souffler sur les braises ; et de l'autre, le camp des hiérarques brimés qui sortiraient vainqueurs de l'épreuve aux côtés d'un Deng Xiaoping, lui-même blanchi de toute responsabilité par le fait qu'il n'était plus aux affaires. Le rôle trouble d'un Zhou Enlai, les numéros de tourne-veste de nombre d'apparatchiks de haute volée, tout cela finirait par



Vrai passeport officiel chinois émis pour Ieng Sary, chef de la « diplomatie » des Khmers rouges, sous le faux nom chinois de Su Hao, prétendument né à Pékin le 1er janvier 1930 (il est né au Sud Vietnam), par le ministère chinois des affaires étrangères, pour lui permettre de circuler hors de Chine après la chute du régime Khmer rouge devant l'armée vietnamienne. Photo d'origine inconnue. D.R.

refaire surface de manière trop dommageable à la faveur d'un simple examen critique de la situation du pays à l'échelle nationale. L'un des textes rassemblés par Song Yongyi éreinte ainsi un commandant militaire bien en vue, Wei Guoqing (un des artisans chinois de la victoire communiste vietnamienne à Dien Bien Phu contre les Français en 1954), sur qui s'appuya Deng Xiaoping une fois revenu au pouvoir. Classé « dengiste », Wei Guoqing avait une bonne part de responsabilités dans les violences extrêmes qui se déroulèrent au Guangxi sous sa houlette pendant la Révolution culturelle.

Le refus du gouvernement chinois d'ouvrir ses archives les plus scandaleuses sur des horreurs qu'il a – en principe – répudiées, est en soi une mesure de la fragilité de toutes ses abjurations de ce passé. L'absence de pression extérieure en ce sens sur Pékin souligne *a contrario* la docilité de la communauté des chercheurs occidentaux envers la communauté des décideurs de ce même Occident démocratique. Qui cherche à se voir rappeler, dans une rencontre à Zhongnanhai, sur combien de cadavres reposent les lourds fauteuils du salon de réception ?

La réalité historique demeure ainsi cadenassée dans un coffre-fort qui préserve de commodes illusions. Notamment, celle qui veut que la Chine communiste ait cessé d'exporter ses tourments internes dès lors que le grand branle-bas de combat des années 1966-1969 fut calmé. Si ce verrou sautait, on s'apercevrait vite, par exemple, que ce ne sont pas Mao et ses sbires, ni même l'éphémère Hua Guofeng, qui furent les meilleurs soutiens des Khmers rouges au Cambodge, mais bien les Zhou Enlai et Deng Xiaoping, ce clan avec lequel allait être édifiée l'ère post-maoïste et sa réconciliation avec l'Occident. C'est Deng qui fournit à Pol Pot les armes que ce dernier tournerait contre le Vietnam à la grande satisfaction de Henry Kissinger (qui s'en félicitait par avance en ces termes auprès des généraux thaïlandais Kriansak Chomanan et Chavalit Yongchaiyudh dès la fin 1975, avant même le retour de Deng aux affaires). Et que c'est sous Deng que les Khmers rouges, une fois renversés en 1979, parvinrent à se faire de très bons amis à Washington, aux Nations unies et à Paris au nom de la « souveraineté nationale » du Cambodge qu'ils étaient censés encore représenter après avoir perdu le pouvoir.

C'est donc à une approche un peu plus subtile que ce qu'il est habitué à fournir, que le monde de la recherche a renoncé en témoignant de cette déférence envers le bien-penser ambiant, la même qui le fait réagir dans son ensemble, par exemple, avec la véhémence que l'on a vue au livre de Jung Chang et Jon Halliday sur Mao. On se souvient d'une autre polémique, toute française celle-là : celle qui avait accueilli, en 1997, la parution du *Livre noir du communisme*, ouvrage dont l'introduction avait fait scandale en mettant côte à côte les bilans chiffrés en vies humaines du génocide nazi des juifs et de la répression stalinienne. Trois des auteurs au moins s'en étaient désolidarisés, jugeant « le rapprochement » inopportun. La polémique au sujet

du livre porta aussi sur des variations de chiffres, pour le bilan total du communisme, de l'ordre de quelques points de pourcentage... Et pourtant, le livre de 840 pages ne comportait qu'une petite partie sur le communisme asiatique, la Chine elle-même y étant assez faiblement représentée en dépit du nombre élevé d'hommes embarqués dans cette histoire et de celui des morts enregistrées sous le drapeau rouge.

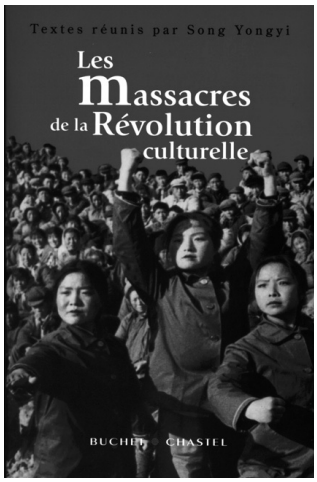
Ce n'est évidemment pas affaire de records, de classements, voire de rapport en kilogramme de papier par tonne de cadavres. Seulement de rapprochements éloquents, pour malséants qu'ils paraissent. On tient ici qu'il demeure impossible de prendre la mesure d'une telle épreuve pour un peuple et donc de ses conséquences lointaines, si l'on n'a pas une idée approximative de son solde en nombre de victimes par rapport à l'ensemble. Par un autre rapprochement malséant, il suffit de rappeler que la Première Guerre mondiale a fait perdre à la France 7 % de sa population, et la deuxième 5 %. On sait les conséquences à long terme de l'une et de l'autre.

Des négationnistes, hier encore, décomptaient les tibias trouvés dans les charniers de Pol Pot pour tenter de démonter qu'il n'y aurait pas eu de génocide au Cambodge. Depuis lors, les découvertes macabres faites à la pointe du soc des araires dans la rizière en un nombre sidérant pour une aussi petite nation, ont interdit ce débat-là. Pour autant, la responsabilité ultime des méfaits – l'appui déterminant fourni par la Chine au va-t-en-guerre Pol Pot, au mépris même de tout réalisme géopolitique – risque de rester à jamais dans les limbes, impunie, non jugée. Le procès à composante internationale des survivants de la direction des Khmers rouges, à Phnom Penh, a beau être le premier d'un système communiste en justice internationale, il a été taillé sur mesure pour éviter qu'y soient mis en cause les pays qui ont peu ou prou permis au tyran khmer de donner toute la mesure de ses moyens puis de la faire oublier. L'ambassade de Chine au Cambodge, à la longue histoire de bastion très spécial de Pékin en Indochine, veille encore au grain pour qu'aucune entorse ne soit infligée à cette règle. Ainsi seront exonérés de tout examen par le Tribunal spécial Khmers rouges, outre Pékin, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui permirent que Pol Pot passe pour un personnage honorable sur la scène mondiale, et que, pendant vingt ans après avoir perdu le pouvoir, les assassins qui furent ses sbires parlent au nom de leurs propres victimes à la tribune de l'Organisation des Nations unies.

Pour ce qui concerne les tourments internes de la Chine, des oublieux, aux mots de Révolution culturelle, regardent toujours ailleurs. Une époque qui quantifie plus que de raison sans chercher à combler un tel vide dans la connaissance de son passé immédiat, semble par là inconsciente de ce que l'oubli du crime d'État finit toujours par rejoindre le crime lui-même. S'il est un domaine, tout bien compté, qu'on souhaiterait voir conquis par la dictature des chiffres, ce sont bien les cimetières du maoïsme.

■

Les photos de cet article sont extraites de Antonin Kubes, *Kampuchea,* Orbis Press Agency, Prague, 1982.



Les massacres de la Révolution culturelle
Textes réunis par Song Yongyi
Traduit du chinois par Marc Raimbourg
Sous la direction, et préface, de Marie Holzman
Buchet-Chastel, 2008
isbn 978-2-283-02201-6
24 €, 284 p.

Zheng Yi, *Stèles rouges*, Ed. Bleu de Chine, 1999, isbn 978-2910884130.

Le Documentation Center of Cambodia, www.dccam.org ; pour Yale University Cambodian Genocide Program, voir www.cgp.org .

Jung Chang & Jon Halliday, *Mao, The Unknown Story*, Jonathan Cape 2005 ; édition française établie par Georges Liébert, *Mao, L'histoire inconnue*, Gallimard, 2006, isbn 978-2070775057.

Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression, Robert Laffont, 1997, isbn 978-2221088616.

Aussi débile que cela paraisse, au-delà du caractère méprisable du geste, Lorot de Choiseul a vraiment cru - un temps - que certains le créditeraient d'avoir "flambé" quelques milliers d'euros dans un *auto da fe* pour démontrer qu'il voulait défendre des meurtriers inspirés par un grandiose timonier en supprimant un article et les quelques anciennes photographies l'illustrant.

On comprend l'à-propos du vocable *piédouche* qui collera désormais à Lorot de Choiseul. Il est réservé - chez les fondeurs comme chez les écoliers - à celui qui laisse retomber à plaisir sur lui le bronze qu'il vient de couler.

Le lecteur trouvera dans ce premier cahier un fac simile des neuf pages de l'article censuré (dans la pagination originale de la revue *Monde chinois* pilonnée) et un résumé de cette sinistre affaire, rédigé en liaison avec Francis Deron par René Viénet (qui dirigea, jusqu'à ce scandale, quatre numéros de la revue *Monde chinois*). Ces quatre autres pages sont donc d'abord parues dans *Médias* dont la livraison de l'été 2009 traitait de récentes tendances de l'art de la censure.

La peinture qui sert de fond pour la "première de couverture" est une huile de Fan WenGe – protestant contre cette atteinte à la liberté d'expression par Lorot de Choiseul, contre ce coup de pied de l'âne à la mémoire de quelques millions de victimes du maoïsme.

Francis Deron est mort le 31 juillet 2009.

Il venait de publier, en avril 2009 [465 pp., isbn 2070123359], *Le Procès des Khmers rouges, trente ans d'enquête sur le génocide du Cambodge.* L'article censuré avait été écrit lorsqu'il en relisait les épreuves pour les Editions Gallimard. C'était un post-scriptum à cet ultime livre comme à ses autres publications sur le maoïsme : en le signant, Francis n'ignorait pas que le cancer dont il souffrait ne lui laisserait pas le temps de rédiger beaucoup d'autres textes.

Lorot de Choiseul - qui le savait - n'a pas fini d'entendre, chaque 31 juillet, la réponse de Papinien à Caracalla :

"*Justifier un crime est moins facile que de le commettre*".

« Là où on a brûlé des livres, on finit par brûler des hommes »

Franc comme un âne qui recule, Pascal Lorot de Choiseul mérite qu'on entame cette publication à son propos par la "dernière de couverture". Le présent cahier qui emprunte son titre à Heine — dont les livres seront brûlés moins d'un siècle après cette prémonitoire formule — est le premier d'une série, à vocation anniversaire, chaque 31 juillet 2009 *in memoriam Francis Deron*, sur un évènement rare en France depuis "l'occupation" : le pilonnage d'une revue pour censurer un article et pour le faire disparaître.

De manière surprenante était oblitérée une des plus célèbres signatures de la presse française. Plus extravagant encore, c'est le propriétaire de la revue qui a payé ce pilonnage. Plus significatif, l'article traitait du populicide maoïste au Cambodge et des massacres de la maoïste révo. cul.

"Méprisable", devrait-on tout simplement écrire : c'est le dernier mot de la cinglante introduction de la revue *Commentaire* réimprimant l'article pilonné, en signe de solidarité avec l'auteur censuré.

Cette affaire Lorot de Choiseul a fait l'objet de suites judiciaires. Tout d'abord il aura fallu à Francis Deron plaider devant le Juge des référés, juge de l'évidence, pour préciser et établir le pilonnage qu'un moment le niais piédouche nia. Les pièces de ce premier jugement (dont Lorot de Choiseul n'a pas fait appel) ne sont pas indifférentes, elles seront donc publiées dans un second cahier.

L'ordonnance de référé a fait droit à une demande de réparation du préjudice moral de l'auteur ainsi censuré et pilonné. La souffrance morale d'un auteur, entre-temps décédé, est une notion qui peut paraître saugrenue. Il convient donc de rappeler que la censure par pilonnage de Lorot de Choiseul s'est exercée contre un sujet de quelques millions de meurtres ; et que le projet initial de ce geo-politologue éditeur — à lui seul un *sink tank* — fut dans un premier temps — jusqu'à ce que ses avocats lui en expliquent les logiques conséquences — non seulement de pilonner, mais encore de se goberger de cette bassesse, puis de tirer profit de cette censure.

Pour quelle carrière ? Dans quelle université ?

Suite au verso